



AFD
AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT

Facilité de financement des collectivités territoriales françaises (FICOL)

APPEL À IDEES | TERMES DE REFERENCE 2022

L'Agence Française de Développement (AFD) accompagne les collectivités locales des pays émergents et en développement. Pour répondre à leurs demandes, notamment en matière d'échanges de savoir-faire, l'Agence s'est attachée à mobiliser l'expertise de collectivités françaises et de leurs opérateurs. En articulant ainsi leurs actions respectives, l'Agence et les collectivités françaises ont su développer une offre conjointe, mêlant financement et expertise technique, au bénéfice des collectivités des pays en développement.

Depuis 2014, l'AFD finance directement des projets identifiés et mis en œuvre dans les pays émergents et en développement par les collectivités françaises, à travers la **Facilité de financement des collectivités territoriales françaises (FICOL)**. L'AFD a ainsi mis en place un processus annuel de présélection de projets destinés à être cofinancés par la FICOL à travers **un appel à idées**, renouvelé en 2022.

La pré-sélection des dossiers sera faite suite au dépôt de la note d'intention. Les dates de dépôt des notes d'intention sont fixées au 8 avril 2022 et 30 septembre 2022.

Le dépôt de projet s'effectue désormais en ligne : <https://www.afd.fr/fr/la-ficol-un-tremplin-pour-l'action-exterieure-des-territoires-francais>

Les termes de référence présentés ci-après témoignent de la volonté de l'AFD d'encourager une action extérieure des collectivités qui s'inscrive dans le cadre des Objectifs du développement durable (ODD). Ils témoignent également du souhait de l'Agence :

- d'être une plateforme de partenariat avec et pour les acteurs français
- de se rapprocher des collectivités françaises et des écosystèmes territoriaux
- de mieux connaître leurs expertises et mode de fonctionnement
- de leur donner les moyens de projeter et valoriser ces expertises à l'international tout en leur permettant d'acquérir ou de renforcer leurs compétences.

PERIMETRE DE LA FICOL

Collectivités françaises ciblées :

La Facilité s'adresse à l'ensemble des collectivités françaises, métropolitaines et d'Outre-mer, et de tout échelon : régions, départements, métropoles, communes et leurs groupements (syndicats mixtes etc...) et qui agissent dans le cadre d'un partenariat de coopération décentralisée avec des autorités locales étrangères.

Périmètre sectoriel :

Dans l'optique de réaliser les ODD, les projets doivent participer par leurs actions à l'une des cinq grandes transitions à savoir : énergétique - territoriale et écologique - démographique et sociale - numérique et technologique - politique et citoyenne¹.

¹ Pour en savoir plus sur les différentes transitions : <https://www.afd.fr/fr/nos-secteurs-dintervention>

!► Les projets devront s'inscrire dans le cadre des **compétences exercées par les collectivités locales partenaires et ne pas déroger aux réglementations locales en vigueur en termes d'exercice desdites compétences.**

Périmètre géographique :

Le projet doit **impliquer une autorité locale partenaire**, de préférence unique et se déployer à l'étranger, dans les pays dans lesquels l'AFD est autorisée à intervenir et dans ceux éligibles à l'aide publique au développement dans lesquels l'AFD est autorisée à intervenir en vertu de son mandat de coopération régionale (listes sur www.afd.fr et www.oecd.org²).

Cela recouvre :

- les **pays les moins avancés** (PMA selon la liste de l'OCDE) et parmi eux, les « **pays prioritaires**³ » pour lesquels la FICOL peut financer :
 - ⇒ des projets avec une **réalité physique d'investissement**
 - ⇒ **l'appui à la construction de politiques publiques et la préparation de projets d'envergure.**
- les **pays à revenu intermédiaire** (PRI selon la liste de l'OCDE) pour lesquels la FICOL peut financer :
 - ⇒ **l'appui à la construction de politiques publiques et la préparation de projets d'envergure.**
 - ⇒ **!► : dans les PRI, la subvention FICOL ne finance pas les actions d'investissement.**

!► La FICOL ne prend pas en charge de dépenses d'investissement pour des projets qui se déploient dans des zones classées **rouge au sens de la carte de conseil aux voyageurs du MEAE.**

Partenaires institutionnels :

L'Etat : les collectivités territoriales pourront se rapprocher des Conseillers diplomatiques placés auprès des Préfets de Région, qui ont un rôle de facilitateur et d'interface entre le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et les services déconcentrés de l'État d'une part, et les divers acteurs régionaux à l'international d'autre part. Le renforcement du partenariat Etat collectivités est crucial pour assurer la cohérence et l'efficacité de l'action extérieure de la France dans son ensemble.

La Caisse des dépôts (CDC) : Liée par une Charte d'alliance stratégique avec l'AFD, la Caisse des dépôts est un partenaire privilégié des collectivités territoriales pour le développement des territoires. Les collectivités peuvent prendre contact avec les directions régionales de la CDC, et le « correspondant internationalisation des territoires » en charge d'accompagner le positionnement des collectivités dans leurs actions d'internationalisation.

CRITERES D'ELIGIBILITE DES PROJETS A LA FICOL

Conformément au « droit d'initiative » des collectivités territoriales reconnu à travers cette Facilité, seront retenus les projets identifiés par une collectivité française, en application d'un partenariat de coopération et/ou en réponse à une demande exprimée par une autorité locale partenaire.

² La liste des pays éligibles à l'APD (OCDE) ainsi que leur classification en PMA et PRI est disponible à l'adresse : <http://www.oecd.org/fr/cad/stats/listecad.htm>.

³ Liste établie par le Comité interministériel de la coopération internationale et du développement du 8 février 2018: Bénin, Burkina Faso, Burundi, Comores, Djibouti, Ethiopie, Gambie, Guinée, Haïti, Liberia, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Sénégal, Tchad, Togo.

Critères d'éligibilité :

- le projet est cohérent avec les orientations générales de l'AFD et avec ses stratégies sectorielles et géographiques ;
- les collectivités françaises mettent en œuvre le projet de manière autonome en lien avec leurs partenaires de coopération, sans intervention de l'agence locale de l'AFD, ni du siège parisien ;
- Les collectivités territoriales françaises doivent être impliquées directement dans le projet – dans l'exercice d'une ou plusieurs de leurs compétences –. Elles sont chargées le cas échéant de fédérer et piloter les interventions des autres acteurs de leurs territoires (opérateurs de coopération, agences, entreprises etc.). **Un projet ne peut être retenu si la collectivité territoriale française qui le soumet ne joue qu'un rôle de bailleur.**
- les collectivités françaises mettent en place un dispositif et dégagent des moyens suffisants en France comme dans le pays bénéficiaire pour que l'exécution et le suivi du projet se réalisent dans des conditions respectant les exigences de l'AFD ;
- **les projets n'impliquent pas de risques sociaux et environnementaux majeurs** et respectent la réglementation locale en terme d'autorisations environnementales ;⁴
- les questions de sécurité sont prises en compte dans le montage et l'estimation du coût du projet ; un plan de sécurité doit être élaboré pour les projets se déroulant en zone orange ou rouge selon la classification du MEAE. Un appui à la finalisation du plan de sécurité peut être proposé ;
- les projets d'investissement ont **fait l'objet d'études préalables et de faisabilité**⁵ ; et présentent des éléments d'analyse économique tangibles (*business plan*, hypothèses de rentabilité étayées, etc.) dans le cas où les projets mettent en place ou comprennent un service marchand ;
- les projets doivent être conçus pour être mis en œuvre sur une durée de 3 ans maximum ;
- les projets intègrent des mesures de durabilité et d'accompagnement de la collectivité partenaire dans l'utilisation et l'entretien des investissements réalisés ;
- Le montant du financement unitaire demandé à l'AFD est compris entre **200 K€ et 1,5M €** ;
- Un montant représentant au minimum 30 % du plan de financement du projet est apporté par les collectivités (collectivité française et sa collectivité partenaire) et leurs partenaires éventuels impliqués dans le projet (opérateurs, ONG, entreprises etc.), autres bailleurs (agences de l'eau, etc.) ; ces contributions peuvent se faire sous forme d'expertise valorisée.

Seront particulièrement appréciés, les projets qui :

- s'inscrivent dans une coopération structurée et de long terme entre les deux collectivités ;
- sont proposés par les collectivités d'Outre-mer dans le cadre de coopération régionale ;
- mobilisent les compétences et valorisent les secteurs d'excellence de la collectivité française et des acteurs de son territoire et qui sont ainsi susceptibles :
 - de contribuer à promouvoir l'influence française dans le territoire de coopération ;
 - de contribuer à la mise en place d'un écosystème favorable aux intérêts français ;
 - de promouvoir des modèles porteurs pour les entreprises implantées sur le territoire de la collectivité française.

⁴ Voir le guide méthodologique

⁵ Le coût de réalisation de ces études préalables peut être intégré au budget/plan de financement du projet au titre de la contrepartie des partenaires locaux au financement de l'AFD (c'est-à-dire hors subvention AFD).

- intègrent une composante d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale qui pourra être déployée en France et sur le territoire de coopération ;
- favorisent la mobilité internationale des jeunes en recourant par exemple à des dispositifs proposés par France Volontaire
- permettent d'engager l'étude d'un projet d'envergure dont le financement pourrait être assuré ultérieurement par les autres outils du Groupe AFD ou de compléter des interventions existantes.

PROJET MULTI-COLLECTIVITES

Les collectivités peuvent choisir de présenter à plusieurs un projet au guichet FICOL. Cette option a pour objet de favoriser l'association de collectivités françaises possédant des coopérations actives **dans un même pays étranger** et de développer des projets mutualisés ambitieux, notamment en matière d'impacts environnementaux et sociaux.

Les critères d'éligibilité présentés ci-avant s'appliquent. Les conditions particulières dans lesquelles un projet de cette nature peut être présenté sont les suivantes :

- Mise en œuvre d'un projet de développement mutualisé entre une association de plusieurs collectivités françaises et leurs collectivités étrangères partenaires dans un même pays ;
- Une collectivité chef de file et porteuse formelle du projet devant l'AFD ;
- Une **thématique unique**
- Une mutualisation des moyens
- Expérience de coopération avérée dans la zone pour la collectivité chef de file et un dispositif de suivi de la mise en œuvre solide.

FINANCEMENT DE LA FICOL

Comme exposé *supra*, le montant du financement unitaire consenti par l'AFD est compris entre 200 K€ minimum et 1,5 M€ maximum. Cette subvention ne peut pas représenter plus de 70% du montant total du projet. Le financement de l'AFD est **pluriannuel** (les projets ne doivent toutefois pas excéder 3 ans).

LES MECANISMES DITS DE « 1 % »

Il est important que dans les projets relevant d'un secteur bénéficiant d'un mécanisme « 1% solidaire » (eau et assainissement, déchets, énergies, transports), ce mécanisme puisse être mobilisé. Le financement de l'AFD interviendra dans la mesure du possible en complément de la ressource du « 1% ».

Pour l'eau et l'assainissement, les Agences de l'eau devront être systématiquement approchées : <http://www.lesagencesdeleau.fr/les-agences-de-leau/les-six-agences-de-leau-francaises/>

L'évaluation externe est obligatoire et systématique. Son coût est pris en charge par la FICOL, en sus de la demande de subvention et sera estimé en concertation avec l'AFD en fonction du projet.

BONIFICATION DES PROJETS EN REGION SUD PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Dans le cadre d'un accord de partenariat entre l'AFD, la Caisse des Dépôts et Consignations et la région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, un dispositif de bonification est prévu par cette dernière.

Il prend la forme d'un apport financier (subvention) de la Région pouvant aller jusqu'à 10% du montant total du projet. Il concerne les projets répondant aux critères suivants :

- Le projet est porté par une collectivité territoriale / EPCI du territoire Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- Le projet se déroule avec et sur un territoire partenaire prioritaire dans la politique de coopération de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- Le projet a pour thème principal l'atténuation ou l'adaptation aux effets du changement climatique.

MODALITES DE CONTRACTUALISATION

Lorsque que la subvention est octroyée, une **convention de financement est signée entre l'AFD et la collectivité territoriale française** qui est responsable, en tant que bénéficiaire primaire du financement de l'AFD de l'usage et de la traçabilité des fonds comme de l'exécution et du suivi du projet.

La collectivité française est l'interlocuteur de l'AFD, elle est responsable auprès d'elle du *reporting* technique et financier du projet. La collectivité partenaire est le bénéficiaire final du projet, **maître d'ouvrage** et propriétaire, le cas échéant, des infrastructures financées.

SYNTHESE

	Pays les moins avancés / pays pauvres prioritaires	Pays à revenu intermédiaire
Dépenses éligibles au financement FICOL	Investissement / assistance à maîtrise d'ouvrage / Préparation de projets / partenariat stratégique / échange d'expériences appui à la construction de politiques publiques	Partenariat stratégique / échange d'expériences / appui à la construction de politiques publiques / préparation de projets d'envergure
fourchette du financement AFD	200 K€ à 1,5 M€	
Cofinancement de l'AFD	70 % maximum du montant total du projet	
Critère d'exclusion	Risque social et environnemental important	Dépenses d'investissement
	ZONE ROUGE : la subvention ne prend pas en charge de dépenses d'investissement dans des projets qui se déploient dans des zones classées rouge au sens de la carte de conseil aux voyageurs du MEAE.	

PROCESSUS DE SELECTION ET D'INSTRUCTION

1. PREMIERE PHASE - PRESELECTION

La candidature se fait via le site de l'AFD <https://www.afd.fr/fr/la-ficol-un-tremplin-pour-l'action-exterieure-des-territoires-francais> avec le dépôt de la « note d'intention » de quelques pages dont le modèle est fourni (sur la page dédiée à la FICOL). Cette note contient notamment :

- une description du projet, de ses composantes et de ses objectifs ; pour chaque action du projet sont précisés les livrables, les résultats/effets attendus ainsi que des indicateurs de résultat ; un diagnostic sectoriel et une présentation de la démarche d'identification du projet ;
- une présentation de la méthode d'exécution et du circuit financier (rétrocession des fonds ou non à la collectivité partenaire) ;

- une description des moyens dégagés par la collectivité française (moyens humains pour l'exécution et le suivi en France comme localement ; expertises interne et associée mobilisées dans le projet) ;
- un plan de financement et un budget prévisionnel détaillant la nature des dépenses (fonctionnement / investissement) et les recettes de financement ;
- un référencement des études de faisabilité existantes, etc.

L'AFD étudie le projet à la lecture des critères précédemment décrits et **fait savoir à la collectivité française si son projet est retenu pour instruction.**

La présélection du projet n'implique pas automatiquement l'octroi du financement.

La pré-sélection des dossiers sera faite suite au dépôt de la note d'intention. Les dates limites de dépôt des notes d'intention sont fixées au 8 avril et 30 septembre 2022.

2. DEUXIEME PHASE - INSTRUCTION DES PROJETS SELECTIONNES

Dépôt d'un dossier de financement (sous un format que communiquera l'AFD aux sélectionnés) par email et détaillant le projet et ses composantes.

Une **requête de financement** est jointe au dossier, elle est adressée à l'AFD et précise l'objet et le montant sollicité pour le projet (elle est signée par une personne habilitée au sein de la collectivité française et fait état de la demande de partenariat et/ou de financement émise par la collectivité partenaire - **courrier de celle-ci à l'appui**).

L'AFD instruit le projet : un **dialogue technique** s'engage avec la collectivité. Des compléments d'information et d'éventuelles adaptations peuvent donc être demandés à la collectivité française. Celle-ci doit ainsi prévoir un temps nécessaire, dans son calendrier de validation interne, pour réadapter le cas échéant sa proposition initiale.

!► pour finaliser le dossier et donner suite si besoin aux échanges techniques, il est demandé aux collectivités de prévoir une **mission** dans le pays concerné **entre le dépôt du dossier de financement et la décision de financement**. Cette mission permettra également à la collectivité d'exposer le projet à l'Agence locale de l'AFD et au Service de coopération de l'Ambassade.

Cette instruction comprend notamment les étapes suivantes :

- la collectivité est invitée à présenter son projet à l'AFD ;
- le dossier de financement est complété en fonction des demandes complémentaires de l'AFD (la plupart du temps obtenus par la collectivité pendant la mission sus citée) ;
- le projet est soumis à l'avis de l'Ambassadeur français dans le pays concerné, puis présenté au Comité décisionnaire compétent de l'AFD ;
- la collectivité est informée par courrier de la décision de financement ;
- en cas de décision positive, la collectivité et l'AFD disposent d'un délai de 12 mois (à partir de la date de décision du Comité) pour signer une convention de financement avec l'AFD.

CALENDRIER

Les dates limites de dépôt des notes d'intention sont fixées au 8 avril et 30 septembre 2022. Les comités de présélection se tiendront un mois après les dates de dépôt. L'instruction des projets présélectionnés dure en général 12 mois.

CONTACTS A L'AFD

Pôle « collectivités territoriales » de la division Territoires et Entreprises :

- Mme Catherine SIMO (simoc@afd.fr) : Auvergne Rhône Alpes
- Mme Florence MOUTON (moutonf@afd.fr) : Ile de France, Corse, Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Mme Gaëlle NARAYANASSAMY (narayanassamyg@afd.fr) : Occitanie, Saint-Pierre-et-Miquelon, Guyane, Martinique, Guadeloupe, Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis-et-Futuna
- Mme Julie DEPUYDT (depuydj@afd.fr) : Pays de la Loire, Centre - Val de Loire, Nouvelle Aquitaine, Bourgogne - Franche-Comté
- M. Benoit LEGER (legerb@afd.fr) : Bretagne, Hauts de France, Grand Est, Normandie